

RCA JAN 29 1425
248455 COME UR
21877 COMEU B
21877 COMEU B

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - IMP. DIF. S.G.
A : BUREAU C.E. - WASHINGTON
REF: 20:26 29-01-82 5634 - 000012867

TLX-017051-SG/BERL 12/106

TELEX MEBDOMADAIRE NR 70 DU 29.01.82 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

1.1 PROGRAMME D'ACTIVITE DE LA PRESIDENCE BELGE

DEVANT LE PARLEMENT, M. TINDEMANS A SOULIGNE LA NECESSITE DE PRESERVER L'ACQUIS COMMUNAUTAIRE, DONT LA PAC CONSTITUE UN ELEMENT ESSENTIEL. L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE DOIT ETRE MENEES A BONNE FIN ET LA PRESIDENCE SE PROPOSE DE REpondre A L'INVITATION DES ETATS UNIS ET DU JAPON DE RECHERCHER EN COMMUN UNE SOLUTION A LA CRISE DU SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL. C'EST DANS LE DOMAINE DE L'ENERGIE QU'UN RETOUR AU NATIONALISME APPARAIT DES PLUS PREOCCUPANTS. LA PRESIDENCE OEUVRERA POUR QU'UNE POLITIQUE ENERGETIQUE COMMUNE SOIT ACCEPTEE AINSI QU'UNE VERITABLE POLITIQUE INDUSTRIELLE.

L'EUROPE DOIT S'EXPRIMER D'UNE SEULE VOIX DANS LES GRANDS DEBATS INTERNATIONAUX ET PESER DE TOUT SON POIDS LORSQUE DES CRISES ECLATENT AUX ABORDS DE L'EUROPE. LA PRESIDENCE PRENDRA UNE PART ACTIVE AUX TRAVAUX DE LA CSCE ET A LA SESSION EXTRAORDINAIRE DES NATIONS UNIES SUR LE DESARMEMENT.

1.2 MANDAT DU 30 MAI

MARDI, LE PRESIDENT THORN ET M. ORTOLI ONT INFORME LA COMMISSION DES DISCUSSIONS DE LA VEILLE DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES SUR LE MANDAT, REUNION QUI A ABOUTI A UN ECHEC. LES MINISTRES ONT DEMANDE AU PRESIDENT DU CONSEIL ET AU PRESIDENT DE LA COMMISSION DE PROCEDER A DES SONDAGES POUR PREPARER LEURS FUTURES DELIBERATIONS. DEVANT CETTE SITUATION PREOCCUPANTE, LA COMMISSION A ESTIME QUE SON PREMIER DEVOIR ETAIT D'EXERCER PLEINEMENT SES RESPONSABILITES EN PRENANT TOUTES LES INITIATIVES EN SON POUVOIR MALGRE LA CARENCE DES GOUVERNEMENTS. SON PREMIER GESTE A ETE DE PRESENTER SES PROPOSITIONS POUR LES PRIX AGRICOLES DE LA PROCHAINE CAMPAGNE. LA COMMISSION A EGALEMENT DEMANDE QUE SOIT RAPIDEMENT ETABLI UN CALENDRIER DE TRAVAIL POUR LE DEPOT DES PROPOSITIONS VISANT A METTRE EN OEUVRE LA PREMIERE PARTIE DU MANDAT, C'EST-A-DIRE LA RELANCE DES POLITIQUES COMMUNES. ENFIN, LA COMMISSION COMPTE AVOIR PROCHAINEMENT UNE DISCUSSION DE FOND SUR LA SITUATION CREEE PAR L'ECHEC DE LUNDI ET LES INITIATIVES QU'ELLE PEUT PRENDRE.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 PRIX AGRICOLES

LA FIXATION DES PRIX AGRICOLES POUR LA CAMPAGNE 82/83 AINSI QUE DES MESURES CONNEXES D'ORGANISATION DES MARCHES A RETENU LA COMMISSION PENDANT TOUTE LA JOURNEE DE MERCREDI. LES PROPOSITIONS DE CETTE ANNEE AVAIENT UNE PORTEE PARTICULIERE. IL S'AGISSAIT POUR LA COMMISSION DE METTRE EN APPLICATION LES PRINCIPES QU'ELLE AVAIT DEGAGES DANS LE CADRE DU MANDAT ET EXPLICITES DANS SES ORIENTATIONS POUR L'AGRICULTURE EUROPEENNE'' ADOPTEES EN OCTOBRE DERNIER.

EN CONCLUSION, LA COMMISSION A LARGEMENT SUIVI M. DALSAGER DONT LA COMMUNICATION ETAIT FONDEE SUR TROIS GRANDS PRINCIPES :

1	RK/RS
TR.	HW 34
I.S.	9
FIN.	✓
AGR.	✓
ENE.	✓
R.D	✓
ADM.	✓
S.A.	✓
	✓
	✓

432

Central filing

RCA Global Telegram
RCA Global Telegram
RCA Global Telegram
RCA Global Telegram

Global Telegram
Global Telegram
Global Telegram
Global Telegram

- UNE POLITIQUE DE PRIX PRUDENTE CORRESPONDANT A UN EQUILIBRE ENTRE LES PROBLEMES DES REVENUS DES AGRICULTEURS ET LES CONTRAINTES LIEES A LA SITUATION ECONOMIQUE ET A L'ETAT DES MARCHES AGRICOLES.

- DES AUGMENTATIONS DE PRIX DIFFERENCIEES SUIVANT LES PRODUITS POUR PARVENIR A UNE MEILLEURE HIERARCHIE DES PRIX.

- MISE EN OEUVRE DU SYSTEME DES OBJECTIFS DE PRODUCTION PERMETTANT UNE MEILLEURE MAITRISE DE LA PRODUCTION EN ORGANISANT LA CO-RESPONSABILITE DES AGRICULTEURS DANS LE FINANCEMENT DES EXCEDENTS EN CAS DE DEPASSEMENT DES OBJECTIFS.

LE NIVEAU MOYEN DES AUGMENTATIONS DE PRIX EST DE 9 0/0. IL EST EN MEME TEMPS PREVU UN IMPORTANT DEMANTELEMENT DES MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES. L'AUGMENTATION DES PRIX POUR LES PRODUITS LAITIERES (9 0/0) SERA COMBINEE A DES MESURES DE CO-RESPONSABILITE RENFORCEES. POUR LES CEREALES, L'AUGMENTATION SERA MOINDRE (6,5 0/0 POUR LE BLE DE QUALITE MOYENNE) AFIN DE POURSUIVRE LE RAPPROCHEMENT PROGRESSIF VERS LES PRIX INTERIEURS DES PRINCIPAUX PRODUCTEURS MONDIAUX AINSI QUE LA STABILISATION DES IMPORTATIONS DE PRODUITS DE SUBSTITUTION. POUR LA PLUPART DES FRUITS ET LEGUMES, L'AUGMENTATION EST DE 10 0/0.

DU POINT DE VUE BUDGETAIRE, CES PROPOSITIONS CONCORDENT AVEC L'OBJECTIF DE VOIR CROITRE MOINS RAPIDEMENT LES DEPENSES AGRICOLES QUE LES RESSOURCES PROPRES.

2.2 RECONQUETE DU MARCHÉ INTERIEUR FRANCAIS

LORS DU CONSEIL A.G. LE 26 JANVIER, PLUSIEURS DELEGATIONS ONT FAIT PART DE LEURS PREOCCUPATIONS VIS A VIS DU PROGRAMME QUINQUENNAL FRANCAIS ET DES RISQUES DE PERTURBATIONS DES COURANTS COMMERCIAUX INTRA-COMMUNAUTAIRES. EN REPONSE, M. CHANDERNAGOR A SOULIGNE LA FRAGILITE DE LA COMMUNAUTE, COMPAREE AUX AUTRES BLOCS ECONOMIQUES MONDIAUX, ET RAPPELE LE MEMORANDUM FRANCAIS SUR LA NECESSITE D'UNE MEILLEURE UTILISATION DE L'ESPACE INTERIEUR EUROPEEN.

M. NARJES A INDIQUE QUE LA COMMISSION ETAIT EN CONTACT SUIVI DEPUIS DEBUT DECEMBRE AVEC L'ADMINISTRATION FRANCAISE ET EXAMINAIT ACTUELLEMENT LES PREMIERS PROGRAMMES SECTORIELS PRESENTES PAR ELLE PAR LA VOIE OFFICIELLE. CES PROGRAMMES SE DISTINGUENT POSITIVEMENT DES INFORMATIONS PARUES DANS LA PRESSE SELON LESQUELLES ON POUVAIT CRAINDRE QUE DES MESURES CONTRAIRES A L'ART. 30 POURRAIENT ETRE PRISES. SI NECESSAIRE, ELLE NE MANQUERAIT PAS DE FAIRE RAPPORT AU CONSEIL.

2.3 SITUATION BUDGETAIRE

LE 26 JANVIER, LE CONSEIL EST CONVENU D'ABORDER LES PROBLEMES BUDGETAIRES AVEC LE PARLEMENT DANS UN ESPRIT DE COOPERATION CONSTRUCTIVE.

SOUCIEUX DU BON FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE, LES ETATS MEMBRES ONT DECIDE D'UN COMMUN ACCORD DE VERSER INTEGRALEMENT LES SOMMES RESULTANT DU BUDGET 1982.

PAR AILLEURS, LE CONSEIL A PROPOSE AU PARLEMENT ET A LA COMMISSION D'OUVRIR, LE PLUS TOT POSSIBLE, LES DISCUSSIONS SUR LA CLASSIFICATION DES DEPENSES ET LES AUTRES PROBLEMES BUDGETAIRES EN SUSPENS.

3. ELARGISSEMENT

IL SERA RENDU COMPTE LA SEMAINE PROCHAINE DES DEUX SESSIONS AU NIVEAU SUPPLEANTS QUI SE DEROULENT ACTUELLEMENT.

3.1 VISITE DE M. BALSEMAO A LA COMMISSION (25 JANVIER)

LE PREMIER MINISTRE PORTUGAIS, M. PINTO BALSEMAO, ACCOMPAGNE DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES, DES FINANCES ET DU PLAN, A EU UN ECHANGE DE VUES AVEC MM. THORN ET NATALI SUR LA POURSUITE DES NEGOCIATIONS D'ADHESION. LES POURPARLERS ONT PORTE SUR UN PROGRAMME DES NEGOCIATIONS QUI DEVRAIT ABOUTIR A CONCLURE DEUX "MINI-PAQUETS" SUR UN NOMBRE DE CHAPITRES EN NEGOCIATION, LE PREMIER EN FEVRIER ET LE SECOND EN JUIN PROCHAIN. M. BALSEMAO A PAR AILLEURS INSISTE POUR QUE LA SIGNATURE DE L'ACTE D'ADHESION INTERVIENNE SI POSSIBLE AU MOIS DE NOVEMBRE ET EN TOUT ETAT DE CAUSE, AVANT LA FIN DE CETTE ANNEE. LA COMMUNAUTE N'A PAS PRIS POSITION SUR CETTE ECHEANCE TOUT EN ASSURANT M. BALSEMAO QUE LA COMMISSION FERA DE SON MIEUX POUR ACCELERER LES NEGOCIATIONS.

3.2 ESPAGNE : SIGNATURE DE L'ACCORD "PECHE"

L'ACCORD FIXANT LES QUOTAS DE PECHE POUR LES BATEAUX ESPAGNOLS EN 1982 A ETE SIGNE MERCREDI ET DEVRAIT ENTRER EN VIGUEUR LE

15 FEVRIER.

4. RELATIONS EXTERIEURES

4.1 POLOGNE

LE CONSEIL DES 25-26 JANVIER, QUI ETAIT COMBINE AVEC UNE REUNION MINISTERIELLE DE LA COOPERATION POLITIQUE, A PU ARRETER L'ATTITUDE A ADOPTER PAR LES DIX LORS DE LA REPRISE DE LA REUNION C.S.C.E. DE MADRID LE 9 FEVRIER, ET ACCEPTER LA PROPOSITION DE LA COMMISSION DE NE PAS CONTINUER LES VENTES DE PRODUITS ALIMENTAIRES A LA POLOGNE A DES CONDITIONS SPECIALES, MAIS D'UTILISER LES FONDS OU UNE PARTIE DES FONDS PREVUS POUR UNE AIDE HUMANITAIRE A ACHEMINER VIA LES O.N.G.

POUR CE QUI CONCERNE D'EVENTUELLES MESURES CONTRE L'URSS OU LA POLOGNE, AUCUNE DECISION N'A ETE PRISE. LES INSTANCES DU CONSEIL EXAMINERONT, SUR BASE D'UNE PROPOSITION DE LA COMMISSION, L'IDEE QUE DANS LE CADRE DE L'ARRANGEMENT DE L'OCDE SUR LES CONDITIONS DES CREDITS A L'EXPORTATION, L'URSS SOIT RECLASSEE PARMIS LES PAYS DEVELOPPES AU LIEU DE JOUIR D'UN STATUT "INTERMEDIAIRE". UNE RESERVE SUBSISTE SUR CE POINT.

CRP ET COMMISSION ETUDIERONT LES MESURES DE POLITIQUE COMMERCIALE A L'IMPORTATION SUSCEPTIBLES D'ETRE PRISES CONTRE L'URSS, MAIS SANS PREJUGER LA DECISION ULTERIEURE QUI RELEVRA DU CONSEIL OU DES GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES, ET ANALYSERONT LA PORTEE ET L'IMPACT DES MESURES DES ETATS-UNIS POUR QUE LE CONSEIL PUISSE DECIDER QUELLE ACTION EST NECESSAIRE POUR RESPECTER L'ENGAGEMENT DU PARA. 7 DU COMMUNIQUE DU 4 JANVIER DE "NE PAS COMPROMETTRE" CES MESURES.

4.2 U.S.A.

LES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES COMMUNAUTAIRES AUSSI BIEN SUR LE MARCHE DES ETATS UNIS QUE SUR LE MARCHE MONDIAL ONT FAIT L'OBJET DE PLAINTES DE LA PART DES PRODUCTEURS AMERICAINS. ELLES ONT ETE JUGEES RECEVABLES PAR L'ADMINISTRATION US QUI A ENTAME DES PROCEDURES ANTI-DUMPING OU DROITS COMPENSATEURS CONTRE CERTAINS PRODUITS IMPORTES DE LA CEE (EX. SORBITOL), INTRODUIT DES REQUETES AU GATT AU TITRE DU CODE SUR LES SUBVENTIONS CONTRE LES EXPORTATIONS COMMUNAUTAIRES AUX ETATS UNIS (EX. PATES ALIMENTAIRES) ET SUR LE MARCHE MONDIAL (EX. FARINE, SUCRE, VOLAILLES) OU DEMANDE DES CONSULTATIONS FORMELLES (EX. CERTAINS FRUITS EN CONSERVE). LA COMMISSION EST PREOCCUPEE PAR LE CARACTERE SYSTEMATIQUE DE CES ATTAQUES.

4.3 JAPON

LES CONSULTATIONS A HAUT NIVEAU ET LEURS CONVERSATIONS PREPARATOIRES SE DEROULENT DURANT TOUTE LA SEMAINE DU 25 AU 29, A TOKYO. LES AUTORITES JAPONAISES ONT CONFIRME LA PLUPART DES MESURES TARIFAIRES OU NON TARIFAIRES QU'ELLES ONT LAISSE PREVOIR DEPUIS PLUSIEURS SEMAINES. POUR LE NON TARIFAIRE, IL S'AGIRAIT DE 67 MESURES SUR UN TOTAL DE 99 "DEMANDES" AMERICAINES ET EUROPEENNES. LES MESURES TARIFAIRES CONSISTENT EN UNE ACCELERATION DES CONCESSIIONS DU "TOKYO ROUND". SAUF ANNONCES NOUVELLES AU COURS DES REUNIONS PLENIERES LE 29, IL NE SEMBLE PAS QUE DE CES MESURES PUISSE DECOULER UN REDRESSEMENT SENSIBLE ET RAPIDE DU DESEQUILIBRE COMMERCIAL AVEC LA COMMUNAUTE.

EN "MARGE" DES HLC, M. KURIHARA, VICE-MINISTRE DU MITI A RENDU A BRUXELLES UNE VISITE DE "COURTOISIE" A SIR ROY DENMAN ET M. BRAUN LE 22/1 ET A M. DAVIGNON LE 25/1. AU COURS DE CES ENTRETIENS, IL EST APPARU QUE LES AUTORITES JAPONAISES SEMBLENT PENSER QUE LEURS EFFORTS D'OUVERTURE SONT DEJA UN "MAXIMUM" ET QUE LA SITUATION EN CE QUI CONCERNE LA MODERATION DE LEURS EXPORTATIONS VERS LA COMMUNAUTE EST SATISFAISANTE. LE DOMAINE DE LA COOPERATION DOIT FAIRE L'OBJET DE PROPOSITIONS CONCRETES DE PART ET D'AUTRE.

4.4 INDIA : JOINT COMMISSION EEC-INDIA

THE 1ST JOINT COMMISSION UNDER THE NEW COMMERCIAL AND ECONOMIC COOPERATION AGREEMENT MET IN NEW DELHI ON 22 AND 23 JANUARY 1982. THE EEC DELEGATION WAS LED BY VICE PRESIDENT W. HAFERKAMP.

THE MEETING FOCUSED ON TRADE, COOPERATION IN SCIENCE AND TECHNOLOGY, INDUSTRY AND EEC AID.

ON TRADE THE TWO PARTIES AGREED TO WORK TOWARDS AN IMPROVEMENT OF INDIA'S PRESENT TRADE IMBALANCE. A WORKING GROUP WILL SHORTLY BE SET UP TO EXAMINE POSSIBLE TWO-WAY TRADE IMPROVEMENTS.

THE TWO SIDES EXPRESSED THEIR SATISFACTION ON THE RENEWAL OF THE MFA AND REAFFIRMED THE NECESSITY TO RENEW THE TEXTILE BILATERAL AGREEMENT BEFORE THE END OF THE YEAR.

THE JOINT COMMISSION ALSO REVIEWED THE ONGOING TRADE PROMOTION PROGRAMME FOR THE DEVELOPMENT OF INDIAN EXPORTS. THE INDIAN DELEGATION CONSIDERED THE BRUSSELS INDIAN TRADE CENTRE AS BEING PARTICULARLY BENEFICIAL.

ON SCIENCE AND TECHNOLOGY THE JOINT COMMISSION REITERATED THE IMPORTANCE TO STRENGTHEN THE COOPERATION IN FIELDS SUCH AS ENERGY (SOLAR, BIOMASS AND COAL GASIFICATION), BIOLOGICAL SCIENCE, ENVIRONMENT AND ELECTRONIC TECHNOLOGY.

ON DEVELOPMENT COOPERATION, INDIA GREATLY APPRECIATED THE QUALITY OF COMMUNITY AID GRANTED AND THE COMMUNITY SUPPORT TO THE DAIRY DEVELOPMENT PROJECT KNOWN AS "OPERATION FLOOD II".

(A L'OCCASION DE CETTE RENCONTRE, LA COMMISSION A ORGANISE UNE SERIE DE SEMINAIRES DANS QUATRE VILLES DE L'INDE).

4.5 BANGLADESH

MR RAHAMAN, MINISTER OF FINANCE PAID A VISIT TO THE COMMISSION ON 28 JANUARY. HE HAD EXTENSIVE TALKS WITH VICE-PRESIDENT HAFERKAMP AND MR. PISANI.

TALKS FOCUSED ON THE PRESENT FOOD SHORTAGE OF BANGLADESH, AS A RESULT OF THE CLIMATE CONDITIONS, WHICH SEVERELY AFFECTED THE CEREAL PRODUCTION. MR RAHAMAN POINTED OUT THE NECESSITY FOR BANGLADESH TO RECEIVE ADDITIONAL FOOD AID URGENTLY.

4.6 SAHEL

LA 5EME CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DU COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL (CILSS) S'EST TENUE LES 23 ET 24 JANVIER 1982 A PRAIA (REPUBLIQUE DU CAP. VERT).

LA CONFERENCE A SOULIGNE QUE LE CILSS AVAIT EN 1980-1981 REUSSI A RENFORCER LA COOPERATION AVEC LES PARTENAIRES REGROUPES AU SEIN DU CLUB ET CEUX DU SYSTEME DES NATIONS-UNIES ET A L'ELARGIR VERS L'AMERIQUE LATINE ET LA COMMUNAUTE ISLAMIQUE. ELLE A, NOTAMMENT, ADOPTE UNE PROPOSITION CONSISTANT A CREER UN COMITE DE REFLEXION A HAUT NIVEAU POUR ETUDIER L'ELARGISSEMENT DU MANDAT ACTUEL DU CILSS AINSI QUE LES PROBLEMES POSES PAR LA MULTIPLICITE DES ORGANISATIONS SOUS-REGIONALES.

4.7 TEXTILES : SESSION DU 26 JANVIER 1982

LE CONSEIL A EU UN PREMIER TOUR DE TABLE SUR LES RESULTATS DES NEGOCIATIONS POUR LE RENOUELEMENT DE L'ARRANGEMENT MULTIFIBRES AINSI QUE SUR UN NOMBRE DE QUESTIONS CONNEXES INTERNES ET EXTERNES A SAVOIR LE LIEN ENTRE LA PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE A L'AMF ET LA CONCLUSION D'ACCORDS BILATERAUX SATISFAISANTS, LA FIXATION DES PLAFONDS GLOBAUX ET L'ADOPTION D'UN REGLEMENT ETABLISSANT LE REGIME COMMUNAUTAIRE POUR LE TPP.

LE CONSEIL CONSACRERA UNE SESSION SPECIALE A CES SUJETS LE 11 FEVRIER AVEC COMME OBJECTIF DE LES REGLER TOUS.

4.8 ACIER : VOLET EXTERNE

LE CRP A DONNE SON ASSENTIMENT POUR LA CONCLUSION DES PROJETS D'ARRANGEMENT ACIER POUR 1982 (Y COMPRIS L'EXTENSION DE L'INTERDICTION D'ALIGNEMENT DES PRIX) AVEC LES PAYS SUIVANTS : LA NORVEGE, LE JAPON, LA FINLANDE ET LA SUEDE.

4.9 RELATIONS ACP-CEE

A) PRIX GARANTIS DU SUCRE ACP

LE CONSEIL A MARQUE SON ACCORD SUR UNE AUGMENTATION DE 8.5 0/0 DU SUCRE PREFERENTIEL POUR LA CAMPAGNE 1981/82 (CET ACCORD A ETE RENDU POSSIBLE PAR UNE DISPOSITION VISANT A SUSPENDRE LE SYSTEME INTERNE DE PEREQUATION DES FRAIS DE STOCKAGE POUR TROIS CAMPAGNES A COMPTER DU 1ER JUILLET 1982). POUR L'AVENIR, LE CONSEIL EST CONVENU DE RETABLIR LA RELATION ANTERIEURE ENTRE SUCRE BLANC ET SUCRE BRUT AU NIVEAU DES PRIX D'INTERVENTION.

B) SESSION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL ACP-CEE

M. PISANI A INDIQUE QU'AU VU DE L'ACCORD INTERVENU SUR LE SUCRE, LA COMMISSION COMPTE AMENER LA PARTIE ACP A RENONCER A LA TENUE D'UNE SESSION QUI NE TRAITERAIT QUE DU STABEX. LA COMMISSION SOUHAITE D'AILLEURS APPROFONDIR CE DOSSIER ET PRESENTER DES PROPOSITIONS POUR LA SESSION ANNUELLE PREVUE A LIBREVILLE EN MAI.

C) ADHESION DU ZIMBABWE

LE CONSEIL A FORMELLEMENT ARRETE LE REGLEMENT PORTANT CONCLUSION DE L'ACCORD D'ADHESION DU ZIMBABWE A LA DEUXIEME CONVENTION DE LOME QUI ENTRERA EN VIGUEUR LORSQUE TOUS LES ETATS MEMBRES AURONT ACHEVE LEURS PROCEDURES DE RATIFICATION.

4.10 1982 FOOD AID PROGRAMMES

THE COMMISSION ADOPTED ON THE 27TH JANUARY THE PROPOSAL FOR THE 1982 FOOD AID PROGRAMMES. IT IS PROPOSED THAT THE FOLLOWING QUANTITIES OF FOOD AID SHOULD BE ALLOCATED TO DEVELOPING COUNTRIES AND SPECIALISED AGENCIES :

1.087.963 T. CEREALS, 150.000 T. SKIMMED MILK POWDER AND 45.000 T. BUTTEROIL. (THE CEREALS QUANTITIES IS INCREASED BY 17,2 0/0 OVER 1981, THE OTHERS ARE UNCHANGED). THE TOTAL COST FOR THE BUDGET IS ESTIMATED 701.9 MIO. ECUS.

A SPECIAL EFFORT HAS BEEN MADE TO CONCENTRATE THE FOOD AID FOR 1982 ON THE POOREST COUNTRIES. IT IS ALSO PROPOSED, AS REGARDS CEREALS, TO INCLUDE AT THIS STAGE ONLY THOSE COUNTRIES WITH THE LARGEST IMPORT REQUIREMENTS, RESULTING IN ALLOCATIONS EXCEEDING 5 000 T. FOOD AID TO THE REMAINING COUNTRIES WILL BE PROPOSED LATER UNDER SIMPLIFIED PROCEDURES IN A SUPPLEMENTARY PROGRAMME.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

248455 COME UR
21877 COMEU B